



Yvelines, Pays Basque, Maine et Loire, Loiret, Seine-Maritime, Drôme... Cette liste non-exhaustive des départements où des associations de prévention spécialisée qui disparaissent s'allonge d'année en année. En cause, les coupes budgétaires et la mise en compétition des associations. Ceci va de pair avec la destruction du sens du métier d'éducateur de rue renvoyé loin de la protection de l'enfance par les pouvoirs publics vers de la sous-éducation nationale, de la sous-insertion et finalement bien souvent vers de la sous-police. Le Comité National de Liaison des Acteurs de la Prévention Spécialisée (CNLAPS), organisateur des Assises de la Prévention Spécialisée a accompagné sans broncher ce démantèlement en règle et entend représenter notre secteur...



Si nous ne nous y opposons pas tout.e.s ensemble, le sort réservé à la prévention spécialisée sera l'avenir du travail social et médico-social. Il suffit de regarder la démolition de la protection de l'enfance d'Angers pour comprendre que plus personne n'est à l'abri !

Avec, de moins en moins de moyens, nos missions sont toujours plus « impossibles », ce qui provoque souffrance au travail et maltraitance pour les publics accompagnés. Les grèves de nos collègues des UTAPS du Nord, des MDS des Bouches du Rhône, ou encore de la DASES de Paris nous montrent la voie. Celle de la lutte contre la détérioration de nos conditions de travail et les réorganisations des services qui entraînent la dégradation du service public et la destruction des droits sociaux. À côté, l'État fait 5 milliards/an de cadeaux fiscaux pour les plus fortunés avec la transformation de l'ISF.

Le social brûle, comme le torchon qu'il est devenu dans cette société où l'économie règne, et la bagarre ne fait que commencer !

La casse de nos métiers, c'est aussi le développement des politiques de contrôle social. En prévention spécialisée, les politiques de prévention de la délinquance et de la radicalisation se sont imposées depuis quelques années. Une vision sécuritaire se développe dans le secteur de la PJJ avec le projet d'enfermement des enfants à travers la création de 20 Centres Educatifs Fermés (CEF) au dépend du milieu ouvert et de la prévention. Ce flicage s'étend dans l'insertion. Les allocataires du RSA et les chômeurs.euses suivis.es par Pôle Emploi ou ses sous-traitants sont conviés.es de se remettre au travail en marche forcée. Cette même logique est ordonnée aux travailleurs.euses sociaux de l'asile à travers la circulaire Collomb qui entend fliquer les migrant.es.

**C'est pourquoi la défense de nos métiers est la défense d'un modèle de société !
Tout le monde se bat pour le social !**

Cette « destruction » du social est orchestrée par des personnalités très proche du Président Macron comme Jean Marc Borello, PDG du groupe SOS ou Christophe Itier. Ces fers de lance de la marchandisation du travail social entendent avec les contrats impacts sociaux soumettre notre secteur au monde de la finance et faire de l'argent sur le dos des précaires.

Les sommations des pouvoirs publics en termes de contrôle social et les baisses budgétaires répétés visent à nous transformer en agents de gestion de la misère engendrés par un capitalisme toujours plus inégalitaire. Pour nous, le cœur de nos métiers est aux antipodes de cette vision basée sur la rationalité économique.

**RDV le 8 novembre à 13H
à Nantes devant la
Cité des congrès.**

**Départ possibles à partir :
de Paris et de Angers**

inscription :
car.nantes@laposte.net